

Chomdu 14

(Suite...)

L'bourgeois, y l'a beau essayer d'faire disparaître l'ouvrier d'sa lumière, l'ouvrier y relève toujours la tête pour voir l'jour du fond d'la caverne où y a l'cinéma pour lui faire croire qu'l'rêve y a qu'ça d'vrai, qu'y dit mon ancien délégué syndical CGT.

Mêm' qu'en 1936, y l'a sacrément relevé la tête, l'ouvrier. Et qu'y l'a vu qu'y l'était pas qu'un élément d'la grand' machine et qu'y l'était pas tout seul. Et que les cathédrales étaient « comme des maisons du peuple »... comm' y disent dans l'film *Les bâtisseurs*, de la Fédération du bâtiment en 1938. Et qu'vu qu'c'est eux qui les construisent, y peuvent les casser aussi... s'y veulent.

Mais en 1936, y voulaient pas, comm' y l'explique m'sieur Prost: « Les grévistes n'envisagent nullement la disparition du patronat. L'occupation n'est pas le début d'une action qui doit se prolonger, elle ne marque pas l'avènement de temps nouveaux ; elle est explicitement vécue comme une parenthèse. L'article célèbre de Simone Weil (pas celle qu'a « l'sang qui s'glace », y dit Polo, parce qu'ell' a soutenu not' président , surtout qu'ça va lui passer vu qu'not' président y sait parler aux femmes, surtout bêtaïsses, non, l'autre, la philosopathe) est très clair sur ce point : "Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, *on est comme les soldats en permission pendant la guerre*. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission". Et plus loin : "Ils savent bien qu'en dépit des améliorations conquises le poids de l'oppression sociale, un instant écarté, va retomber sur eux. Ils savent qu'ils vont se retrouver sous une domination dure, sèche et sans égards".

Mêm' si les patrons y croyaient l'contraire: « Les industriels textiles de Lille ne veulent plus que leurs usines soient occupées. Ils ne veulent plus de séquestrations, de laissez-passer accordés aux patrons par les délégués d'usine, de menaces adressées au personnel qui ne partage pas la manière de voir de la C.G.T... Ils ne veulent plus voir leurs bureaux et magasins occupés. Ils ne veulent plus être "autorisés" à entrer dans leurs établissements pour payer leurs ouvriers. Ils ne veulent plus de piquets de grève installés jour et nuit au domicile de leurs directeurs. Ils ne veulent plus que leur personnel puisse être traduit en jugement par un conseil d'usine. En un mot, ils ne veulent pas accepter l'instauration des soviets dans leurs établissements », comm' y l'écrit à l'époque l'un des dirigeants patronaux au président du Conseil Léon Blum, qu'y cite Gérard Lenny dans *Le Bolchévik*.

Et mêm' comm' y voulait faire croire Trotsky en disant qu'le Parti communiste français « a réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire » d'la grève générale de masse. Mêm' si c'est pas complètement faux non plus y dit mon ancien délégué syndical CGT.

Mais, y continue m'sieur Prost, « la fête qui accompagne les grèves n'est pas gratuite, elle ne traduit pas seulement le plaisir d'être ensemble ou le désir de s'amuser : elle a un sens, elle dit quelque chose sur la communauté ouvrière, sa liberté, sa dignité et sa souveraineté. Ce qui me conduisait à considérer que les occupations (d'usines) n'étaient pas devenues un mythe, mais que, dès le début, elles étaient un mythe et avaient été vécues comme telles. L'occupation aurait révélé des hommes et des femmes à leurs propres yeux, et c'est pourquoi ils ne l'ont jamais oubliée. »

C'est sûr que quand on tient l'projo, c'est d'suite plus sympa, y dit Fred.



Parce que, « ce qui est en jeu dans les occupations d'usine, y dit m'sieur Prost, c'est la nature même du lien entre patrons et ouvriers, celle du contrat de travail. Que l'usine soit ou non la propriété du patron importe peu ici ; ce qui compte, c'est que le patron n'y soit pas chez lui au même sens qu'il est chez lui dans sa maison, avec sa famille. Le

paternalisme, qui incarnait pour les patrons la bonne façon de remplir leur rôle, se trouve contesté dans ses fondements mêmes. L'entreprise n'est pas une grande famille, et les ouvriers ne sont pas des domestiques, des serviteurs ; ils ne s'engagent pas pour autre chose que pour un travail déterminé, payé d'un salaire déterminé. Ils n'attendent pas de bienfaits de leurs patrons et ne leur doivent en contrepartie aucun service, aucune allégeance. Le contrat de travail est d'ordre public, et son contenu doit faire l'objet non d'une négociation personnelle impossible entre chaque salarié et l'employeur, mais d'une négociation entre syndicats et patronat. La grande nouveauté, en ce sens, ce sont les conventions collectives, et il est révélateur qu'elles ne se généralisent qu'à partir du Front populaire, alors qu'elles ont été instituées par une loi de 1919. (...) les principales conquêtes ouvrières de 1936 concernent précisément le temps. Ce sont les 40 heures et les congés payés. Échapper à la contrainte des cadences et à l'autorité arbitraire des petits chefs qui les imposent : voilà ce qu'apporte le Front populaire. Mais il ne se contente pas de créer ainsi un temps libre, un temps de loisir et de re-création. A l'intérieur même du temps de travail, il introduit un contre-pouvoir qui permet de limiter l'exploitation : les délégués d'atelier. On ne voit pas assez le changement concret introduit dans les ateliers et les usines par les conventions collectives et les délégués ouvriers. D'abord, dans un certain nombre de cas, les accords conclus entérinent l'abandon du système Bedaux (système de salaire au rendement)... Ensuite, là où il n'est pas formellement abandonné, les contremaîtres, discrédités et mal soutenus par la hiérarchie – ceux de Renault feront même grève pour cette raison le 22 mars 1937 –, ne parviennent plus à faire respecter les cadences. Dès qu'ils le tentent, les délégués élus par les ouvriers font débrayer l'atelier. Simone Weil a bien analysé cette situation nouvelle dans un rapport que la C.G.T. lui avait commandé sur les conflits du Nord : "Sur le papier, le travail aux pièces est maintenu, mais les choses se passent dans une certaine mesure comme s'il n'existait plus ; en tout cas la cadence du travail a perdu son caractère obsédant, les ouvriers ont tendance à revenir au rythme naturel du travail". Les contremaîtres sont "tout à fait désorientés". »

C'est qu'avec l'introduction du système Taylor et de l'organisation scientifique du travail, y dit mon ancien délégué syndical CGT, « la rationalisation est () l'outil d'une intensification des cadences, comm' y dit m'sieur Prost. Elle est imposée aux ouvriers, principalement aux ouvriers spécialisés, par une maîtrise que Simone Weil nous montre à l'oeuvre : contremaîtres et chefs d'atelier ne sont plus les professionnels très qualifiés de l'ancien atelier et leur tâche consiste uniquement à répartir le travail et à faire respecter les cadences. Ce sont vraiment les « sous-officiers » de l'armée du travail, pour reprendre une métaphore ancienne : leur autorité sans appel s'impose, d'autant plus que le chômage est assez répandu pour que les ouvriers redoutent de perdre leur travail. Or c'est très vite le sort de ceux qui ne respectent pas les cadences, comme Simone Weil, maladroite et fragile, en fait l'expérience à plusieurs reprises et comme *La vie est à nous* le met en scène, avec un vieil ouvrier dont le renvoi pour cadence insuffisante déclenche une grève. On comprend mieux, dans ces conditions, l'explosion du Front populaire. La crise n'a pas plongé les ouvriers dans la misère, mais elle s'est traduite par une surexploitation systématique, par une intensification des cadences, par un renforcement des contraintes disciplinaires. » Alors que « ... les conventions collectives et les délégués d'atelier instituent un nouveau régime du contrat de travail, conçu comme contrat d'ordre public dans des entreprises qui restent la propriété de leurs actionnaires. L'extension de l'espace privé de la vie ouvrière s'accompagne du passage dans l'espace public du travail ouvrier. Par quoi s'introduit, dans l'univers du travail, une modernité décisive où les salariés conquièrent leur dignité d'hommes libres. »

Sauf qu'l'ouvrier y s'est fait baiser quand mêm', y dit mon ancien délégué syndical CGT, vu qu'Thorez, qu'est un père d'not' président qui sait parler aux ouvriers aussi, il a dit qu'on avait gagné: « Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications » parce que Léon Blum, y raconte m'sieur Prost dans *L'Huma*, « lors d'une intervention à la radio, () demande aux travailleurs "de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi ; de poursuivre les autres dans le calme, la dignité et la discipline ". C'est très astucieux : le nouveau président du Conseil a compris qu'il fallait un signe fort pour que la négociation puisse être saluée comme un succès. (...) [Alors qu']à Matignon, on n'a pas discuté des 40 heures, ni des congés payés. Les choses ne se sont passées exactement comme on a coutume de le croire. Les congés payés ne figurent pas au programme du Rassemblement populaire. Dans les manifestations du 1er mai 1936, qui interviennent donc entre les deux tours des élections, les mots d'ordre ne les mentionnent pas. Le 30 mars 1987, The Historical Journal publiait un article d'un chercheur anglais, Adrian Rossiter, intitulé " Popular Front Economic Policy and the Matignon Negotiations ". Il avait eu l'idée d'aller chercher dans les archives de la chambre de commerce de Paris, et y avait retrouvé le compte rendu de l'ensemble de la négociation, fait à chaud le lundi 8 juin : les négociations à l'hôtel Matignon avaient débuté le dimanche 7 à 15 heures ; les accords avaient été signés dans la nuit du dimanche au lundi. Le document indique que, contrairement à ce qui a été dit, contrairement à ce que Léon Blum lui-même a déclaré lors du procès de Riom, ce n'est pas le patronat qui est allé chercher le président du Conseil, mais l'inverse. Il montre que Léon Blum a rencontré une première fois les négociateurs choisis par la CGPF (ancêtre du MEDEF) au cours de la nuit du jeudi 4 au vendredi 5. Il l'a fait avant de lancer un appel à la CGT en vue de l'ouverture de négociations, afin de s'assurer que les patrons ne feraient pas de l'évacuation des usines un préalable, interdisant ainsi l'ouverture de négociations. Il obtient cette assurance et peut ainsi proposer à la CGT de négocier sans risquer un refus du côté patronal. Ce qu'il annonce d'emblée au patronat, c'est de distinguer deux choses : d'une part, ce qui est du domaine de la loi, c'est-à-dire les 40 heures et les congés payés, et ce qui, d'autre part, relève des négociations entre partenaires sociaux, c'est-à-dire les salaires, les contrats collectifs, etc. Blum prend sur lui ce qui est du domaine de la loi (les 40

heures et les congés payés) parce qu'il dispose d'une majorité et qu'il sûr que cela sera voté. Le patronat ne peut que s'incliner.»

On croirait qu'y parle des grèves de décembre 2007, y r'marque Djamel. Sauf qu'on a encore moins eu.

Et l'bourgeois y s'est vengé, y dit mon ancien délégué syndical CGT. « Dès qu'était passée la vague révolutionnaire Blum a mobilisé les flics pour faire expulser les travailleurs des usines qui restaient occupées » y raconte m'sieur Bouré. « Le 7 juillet 1936, après la reprise du travail, le ministre de l'Intérieur Salengro déclarait au Sénat : « Si demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme ». Salengro se vante des mesures répressives prises contre le prolétariat : « Dans toute la France, on a compté 2 438 interventions de police, dont 1 382 dans la Seine, 1 303 arrestations » y racontent aussi m'sieur Danos et m'sieur Gibelin.

« ...les dirigeants capitalistes ont eu recours au front populaire comme solution pour mettre en œuvre une offensive anti-ouvrière dont ils craignaient sinon qu'elle provoque une plus grande résistance si elle était lancée par un gouvernement bourgeois de droite traditionnel. Le front populaire amène toujours un retour de la réaction à un niveau plus élevé » y dit m'sieur Lenny.

D'où, là d'ssus, la guerre fasciste, qu'y dit Fred. « La signification historique du fascisme est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent déjà incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique » y l'explique Trotsky.

Après la prison, l'exil et l'bagne, l'massacre, qu'y dit Fred. Et les militants communistes en première ligne, au front, tout contents qu'y sont d'montrer l'exemple, qu'c'est des vrais patriotes quand y faut, parce que « théoriquement, y dit l'pote Karl, (les communistes) ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. » Mais des fois y z'oublent qu'« les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. » Des fois y sont cons les communistes. Et y z'aiment bien montrer leur p'tite bite aussi, sauf qu'y z'ont pas d'amis riches pour leur prêter leur yacht comm' not' président. Enfin, pas tous.

Mêm' après la guerre, y rajoute mon ancien délégué syndical CGT, l'ouvrier y s'est fait exploser l'syndicat. Que m'sieur Charpier y raconte qu'en « 1947, la Guerre froide bat son plein. L'URSS veut pousser ses pions en Europe, notamment en France et en Italie, où les partis communistes disposent de bases électorales et syndicales solides. Créée sur instruction du président américain Truman, la CIA entend bien contrer cette offensive. Elle envoie pour cela à Paris l'un de ses agents d'influence les plus actifs, Irving Brown, nommé officiellement délégué général pour l'Europe du puissant syndicat américain AFL (American federation of labor). C'est lui qui se charge de soutenir la scission du syndicat ouvrier CGT, dominé par les communistes, pour créer Force ouvrière.

« Depuis 1946, Brown intrigue et manœuvre pour rompre l'hégémonie communiste à la direction de la CGT. Dans ce but, il appuie la fraction Force ouvrière qui s'est constituée depuis 1944, dirigée par Léon Jouhaux et surtout Robert Bothereau, un militant syndicaliste aguerri qui, depuis le 27 août 1944, siège au bureau et au secrétariat général de la CGT, réinstallée dans ses locaux historiques de la rue Lafayette. Divisée avant la guerre, la CGT s'est réunifiée lors d'une réunion clandestine qui s'est déroulée au Perreux en 1943. La conférence nationale des Amis de FO se prononce le 18 décembre pour la création d'une nouvelle centrale. Bothereau remet sa démission du secrétariat confédéral de la CGT le 29 décembre 1947.

Lorsque la manne du plan Marshall se tarit, en 1951, la CIA prend le relais : sa division des organisations internationales subventionne les activités clandestines de l'AFL, comme le révélera publiquement Thomas Braden, qui a tenu les cordons de la bourse pendant quelques années. (...) Braden a fait l'aveu de ces financements non pour les critiquer, mais pour en faire l'éloge. De 1951 à 1954, sa division a versé à Lovestone et Brown 1 million de dollars par an, et même 1 600 000 dollars en 1954. Ces fonds étaient destinés à Force ouvrière, mais aussi aux syndicats italiens, aux dockers de Marseille et d'autres ports méditerranéens et à d'autres opérations à caractère syndical. Œcuménique, Braden a reconnu avoir fourni des fonds à la CFTC et en a même précisé le cheminement. (...)

A l'échelon politique, Washington appuie et finance les courants de pensée proeuropéens, alors représentés par les fédéralistes et les partisans d'une union européenne. Il s'agit en fait de donner une substance politique à l'esprit de reconquête, de consolider le bloc occidental qui, en cas de conflit, sera naturellement en première ligne (...) En novembre 1947, se crée un comité de coordination qui rassemble l'UEF (Union européenne des fédéralistes (présidée par Henri Frenay), l'*United Europe Movement* de Winston Churchill, le Mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe de Jean Monnet et les Nouvelles équipes internationales. Du 7 au 10 mai 1948, le Comité international de coordination organise à La Haye un congrès international, sous la présidence d'honneur de Winston Churchill et en présence des souverains des Pays-Bas. Trois ans seulement après l'armistice en Europe, ce congrès marque la naissance du Mouvement européen, qui n'existera officiellement que le 5 janvier 1949, à la suite d'une réunion solennelle qui se tiendra à New York sous les auspices de la fondation Woodrow Wilson, du nom de l'ancien président des Etats-Unis.

(...) Près d'un millier de délégués sont présents, dont douze anciens premiers ministres (parmi eux les Français Paul Ramadier et Paul Reynaud), de nombreux ministres et parlementaires (dont François Mitterrand), ainsi que des intellectuels qui, pour la plupart, participeront l'année suivante à la fondation du Congrès pour la liberté et la culture. »

Ouah, la théorie du complot! qu'y s'marre Fred. C'est sûr qu'l'bourgeois y voudrait nous faire croire qu'on croit au complot, y dit Polo. Y fait mêm' des films dessus, y dit Afid qu'avait pris l'DVD de *Bug*, un histoire d'paranos qui croyaient qu'la CIA leur avait implanté des p'tites bêtes sous la peau à cause des savants qu'ont fabriqué l'Sida avec les singes en Afrique et des réunions d'Bildelberg où les maîtres du monde y décident du sort du monde. C'est pour montrer qu'les gens qui s'posent des questions c'est des fous, y dit Fred. Mais y'a qu'les p'tits bourgeois qui croient à la théorie du complot. L'prolo y sait bien qu'y a pas besoin d'ça vu qu'les complots c'est les bourgeois qu'y s'les font entre eux pour s'piquer les places qui rapportent comm' not' président et son fils à Neuilly et qu'son fils y devienne après not' président vu qu'not' président y l'est éternel comm' l'roi d'France. L'prolo y sait comment y fait l'bourgeois pour diriger l'monde d'son entreprise et l'monde qu'est comm' une entreprise, vu qu'y l'y est dans l'entreprise, l'prolo, et dans l'monde.

M'sieur Veyne, qui connaît bien les Grecs qu'c'est nos ancêtres à nous ell' dit la sœur à Polo, y dit qu' « il en sera ainsi, si l'on admet que l'esprit capitaliste s'explique par autre chose que par des fins sociales ou par une attitude existentielle, volonté de puissance, ascèse ou amour du gain. Cet esprit est uniquement l'actualisation d'une tendance universelle qui nous pousse à faire rationnellement toutes choses, que ce soit la guerre, le gouvernement, la philosophie, le sport ou le jeu d'échecs. Tendance qui n'a d'autre fin que de se satisfaire elle-même et qui ne s'explique même pas par le désir du succès. Or, dans tous les domaines, la rationalisation des moyens a pour conséquence de conférer aux moyens une autonomie par rapport aux fins : on finit par faire de l'administration pour l'administration et par cultiver l'art militaire indépendamment des fins politiques qu'il est censé toujours servir. Ce que Sombart a pris pour un trait de mentalité, l'amour du gain, n'est pas autre chose que cette autonomie des moyens, qui, avec la mutation économique du XIXe siècle, deviendra un jour professionnalisation de l'économie. L'esprit capitaliste, l'esprit d'entreprise, qu'on retrouve partout çà et là à travers les siècles, s'explique par la capacité de progresser indéfiniment qu'ont les activités rationnellement liées qui ont leur loi interne de développement; il n'est pas amour infini du gain. Je ne prétends pas que le grand capitalisme du XIXe siècle s'explique ainsi; nous verrons au contraire qu'il est une nouveauté absolue, ou plutôt qu'un autre élément est entré en jeu. Mais le goût de faire les choses rationnellement, plutôt que de les faire n'importe comment, suffit à rendre compte des îlots d'esprit d'entreprise qui parsèment le passé. Cet esprit est un fait banal; il n'est pas le produit d'une période historique déterminée; il apparaît et disparaît irrégulièrement. Il en est de même dans les autres domaines de rationalité; Alfred Marshall disait que les Romains employaient pour la conquête des qualités qui sont celles du capitaliste moderne. De même, l'idée d'autonomie et de continuité de l'Etat apparaît et disparaît irrégulièrement ; »

Y faut bien qui gagne des sous quand même, l'bourgeois capitaliste, y dit Djamel, pour payer not' président qu'c'est son majordome qu'aime les choses qui brillent pour qu'y puisse payer les larbins qui nous racontent des histoires et qui nous tapent d'ssus quand on râle.

« (...) Mais alors, y continue m'sieur Veyne, si le capitalisme n'est que rationalité et que la rationalité soit une virtualité qui peut s'actualiser en n'importe quel siècle, ne brouillons-nous pas toutes les époques de l'histoire? Ne minimisons-nous pas les contrastes les plus violents? N'y a-t-il pas de différence entre un bourgeois du XIXe siècle et un notable romain qui s'appliquait à accroître le rendement de ses terres? Il y en a une considérable, mais qui ne tient pas à leur mentalité, ni même au capitalisme proprement dit; elle tient à un deuxième phénomène, qu'il ne faut pas confondre avec le capitalisme et qui est le développement économique du XIXe siècle. Soyons résolument matérialistes là-dessus: la différence n'est pas due aux mentalités, elle est objective, elle vient des choses et des autres; notable et bourgeois peuvent s'adonner à leurs activités économiques aussi méthodiquement l'un que l'autre: ces activités n'en ont pas moins un statut différent en leurs siècles respectifs

Le XIXe siècle doit sa nouveauté absolue à un phénomène de croissance d'une ampleur sans précédent, qui a multiplié en Occident le produit par vingt, pour une population seulement triplée, et qui a surtout fait que les secteurs secondaire et tertiaire, jusqu'alors embryonnaires, occupent la plus grande partie du terrain social; ce qui a bouleversé la structure des activités et l'échelle de prestige. La classe supérieure n'est plus celle des propriétaires fonciers et surtout les supériorités ont cessé d'être cumulatives. Il y a spécialisation : l'activité économique est trop absorbante pour être cumulée avec d'autres, elle devient une spécialité, comme la politique. Cette spécialité devient une profession socialement reconnue: il y a professionnalisation.

[Au temps de Max Weber et de Sombart, on se représentait moins clairement qu'aujourd'hui quelle a été l'ampleur, unique dans l'histoire, de la croissance économique depuis les années 1820, avec son taux moyen de 33 % par an; on pouvait donc voir surtout les aspects mentaux du phénomène. La méconnaissance de l'ampleur du bouleversement explique l'illusion rétrospective par laquelle nous projetons encore, avant le XIXe siècle, la multiséculaire «montée d'une bourgeoisie » (Balzac passe encore pour peindre le triomphe du capitalisme!); elle explique aussi que nous croyons à un privilège immémorial de l'Occident et de son rationalisme. En fait, au XVIIe siècle, le revenu national de l'Inde et de l'Angleterre, ou de la Chine et de la France, était selon toute apparence du même ordre de grandeur. Ce qui fait l'originalité unique de l'Occident, par rapport à l'Antiquité et par rapport au reste du monde, est l'accident historique que fut la croissance du siècle dernier. Le rationalisme a été, bien entendu, un des facteurs de cette croissance; mais les facteurs décisifs ont été des découvertes déterminées et imprévisibles (les assolements, la fumure, la vapeur et sans doute aussi le fait qu'une « masse critique » a été atteinte, si bien que brusquement tout a conspiré avec tout et que la conjoncture de croissance « as pris » ...]

A toute époque, il a pu exister des propriétaires fonciers qui cultivaient rationnellement; à toute époque, il y a eu des marchands spécialisés. Mais les premiers ne mettaient pas de fierté professionnelle à bien cultiver et les seconds n'étaient pas socialement estimés. Maintenant, la réussite professionnelle dans les professions économiques est socialement valorisée. Du coup, il y a multiplication des échelles d'évaluation; la dignité politique ou l'essence d'homme de loisir ne sont plus les seuls prestiges.(...)

Ces innovations sociales n'ont rien à voir avec l'esprit du capitalisme; elles sont les conséquences de ce développement économique, qui a ses propres causes, sur lesquelles on s'interroge (gros surplus agricole, révolution technique, etc.). Du coup, le problème des origines capitalistes du XIXe siècle ne se pose plus: seule une illusion rétrospective nous fait considérer les marchands médiévaux comme des ancêtres; ils ne sont qu'un des noyaux de rationalité économique qu'on trouve un peu partout dans l'histoire. Il n'y a pas eu, depuis le XIe siècle une lente ascension du capitalisme, qui triompherait enfin au siècle dernier; mais il y a eu, au siècle dernier, rencontre entre l'esprit capitaliste et ce développement explosif dont les causes sont exogènes. Un modeste négociant, à l'esprit méthodique, appliqué, gagne un beau jour le gros lot à la loterie, ce qui bouleverse sa vie et l'échelle de ses affaires; la cause de ce bouleversement est bien le gros lot, et non son esprit méthodique. Le développement économique a bouleversé la société pour une raison d'ordre quantitatif: les secteurs secondaire et tertiaire ont cessé d'être minoritaires; or, en économie comme en politique, les minorités sont souvent opprimées. Depuis le siècle dernier, le secteur de l'économie est énorme et compliqué, c'est comme une véritable armée qui campe parmi nous; comment refuser à cette masse énorme, puissante et riche le droit d'exister à part entière et d'avoir sa propre échelle de prestige? Les marchands romains, étaient une poignée d'isolés qui cultivaient leur spécialité dans un coin; les entrepreneurs du XIXe siècle sont les officiers d'une immense armée; dans l'esprit du public, ils en portent l'uniforme, avec les insignes de leur grade. Point n'est besoin d'ajouter que cette armée, qui met sa fierté dans sa réussite professionnelle, prend l'activité qu'elle exerce pour une fin en soi; d'où cette autonomie de l'économie...

Tout cela nous permet, par contrecoup, d'avoir quelques idées plus claires sur l'économie antique. On affirme couramment que, dans les sociétés anciennes, le progrès économique a été bloqué par des représentations collectives, mépris du travail, valorisation des activités politiques, recherche du statut social, dépenses d'apparat... Affirmations moins inexacts que confuses. Les sociétés anciennes, où l'économie n'est pas encore parvenue à la spécialisation et à l'autonomie, représentent l'état normal; c'est la société industrielle qui offre une originalité à cet égard. L'«économie», ou plutôt l'autonomie de celle-ci aux mains de spécialistes, est une innovation, un événement qui ne s'était pas encore produit. Il n'existait pas encore de représentation collective selon laquelle une réussite professionnelle dans l'activité économique est chose glorieuse; elle ne pouvait exister, puisqu'il ne s'était pas produit de développement explosif qui fasse de l'économie une immense armée ayant sa propre échelle d'évaluation. Pour que l'économie et les représentations sociales aient pu se livrer dans les cœurs un combat cornélien ou se paralyser, il faudrait que l'économie soit une tendance sans âge, qu'elle soit l'éternel amour du gain qui lutte avec d'autres tendances dans un cœur d'avare ou de mécène.

Par une sorte d'anachronisme en actes, on imagine un conflit artificiel entre l'économie et les représentations, de nos jours, quand on essaie d'amener de vieilles sociétés du Tiers Monde à une autre économie, la nôtre, qui est d'un autre âge que a une autre que la leur. On constate alors que ces vieilles sociétés rejettent la greffe et qu'elles n'arrivent pas à se passionner pour les professions économiques. Pour qu'elles adoptent l'économie nouvelle, il faudrait qu'elles se transforment et que les seigneurs deviennent des hommes d'affaires; mais ils répugnent à la métamorphose et prétendent vivre comme ils ont accoutumé de le faire. Cet entêtement résidant dans leur tête, on peut incriminer leurs «représentations sociales». Economie et représentations sont des abstractions que nous prenons pour des choses; elles ne peuvent se battre, même sur le papier, car ce sont deux aspects (deux « causes », au sens d'Aristote) d'un seul et même processus: toute société a certaines activités qui sont économiques par leurs effets matériels, et mentales par les motivations et fins de leurs agents.

Tout le mal vient du mot «économique », qui est équivoque, nous le savons, et veut dire, selon les cas, matériel, intéressé ou rationnel. Du fait que, de nos jours, un négociant traite de façon rationnelle des biens matériels, il ne s'ensuit pas qu'il est plus intéressé qu'un Athénien antique; il poursuit des fins telles que la distance sociale, la réussite professionnelle, etc., qui ne sont pas plus économiques que celles que poursuivait un Athénien quand il se faisait rhéteur ou se ruinait en évergésies (C'est les "bienfaits" qu'Iriche y fait à la cité, ell' me traduit la sœur à Polo). L'économie n'est jamais une fin. Ce qui fait qu'une économie est plus ou moins développée n'est pas que les gens y poursuivent d'autres fins qu'économiques, car ils le feront toujours : c'est qu'ils rationalisent leurs méthodes ou non. »

Et l'bourgeois y s'gène pas pour rationaliser, y dit mon ancien délégué syndical CGT, comm' y l'explique l'pote Karl: « Le capital, qui a de si "bonnes raisons" pour nier les souffrances de la classe ouvrière qui l'entoure, est aussi peu ou tout autant influencé dans sa pratique par la perspective de la dégénérescence de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la chute possible de la terre sur le soleil. Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. A toute plainte élevée contre lui à propos de la dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement : "Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent

nos joies (nos profits) ?" Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes. »

L'bourgeois y l'a pas d'états d'âme sur les moyens et les fins, y dit Polo, y prend c'qu'y l'arrange au moment où y l'en a besoin, la persuasion ou la force, le mensonge ou la vérité, la lumière dans la gueule ou la tête dans la baignoire. Comm' ell' dit la fille à Al Pacino dans l'film *Simone*, un autre film qu'Djamel y l'a pris: « On ne te reproche pas de nous tromper, mais de nous mentir », parce qu'l'p'tit bourgeois y veut qu'not' président y lui dise qu'y l'aime. C'est pour ça qu'on connaît les saloperies qu'y fait l' bourgeois qu'20 ans ou 50 ou 100 après, quand y veut faire croire qu'lui, en tant qu'nouveau, y l'est plus humain qu'celui d'avant.

C'est normal, c'est lui qui tient l'projecteur.

(à suivre...)

P'tit Nico